

Mercredi 7 Février 2018

Quel bilan pour l'industrie automobile américaine un an après l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ? (1/2)

Un an après l'entrée en fonctions de Donald Trump, le bilan du président américain pour l'industrie automobile apparaît mitigé. L'année 2017 s'est terminée sur une note positive avec l'adoption, en décembre, d'une réforme fiscale qui va réduire le taux d'imposition des entreprises et des particuliers et pourrait stimuler la demande, mais il y a beaucoup d'incertitudes pour les années à venir.

Alors que les Républicains contrôlent le Congrès, il a été difficile de faire adopter des lois, et les analystes politiques pensent que les Démocrates ont de bonnes chances de reprendre la Chambre des Représentants, si ce n'est le Sénat, lors des élections de mi-mandat, ce qui pourrait ralentir tout progrès vers un assouplissement des réglementations.

« Dans l'ensemble, ça a été une bonne année pour l'industrie. Il y a eu un certain assouplissement des exigences réglementaires, mais des questions subsistent, comme l'incertitude au sujet de l'Aléna », note Marc Aiello, spécialiste de l'industrie automobile au sein du cabinet d'avocats Foley & Lardner. « Certaines réglementations ont été modifiées, d'autres ne l'ont pas été et d'autres sont en discussion. Donc, à ce stade, c'est mitigé », indique-t-il.

La croisade du nouveau gouvernement américain contre les accords de libre-échange a engendré de grandes incertitudes pour les constructeurs, qui produisent et s'approvisionnent à l'étranger pour rester compétitifs. M. Trump a fait sortir les Etats-Unis du Partenariat Transpacifique et le statut de l'Aléna (accord de libre-échange nord-américain) ainsi que l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud sont en suspens. « L'incertitude du gouvernement crée de l'incertitude pour les acheteurs et les vendeurs d'automobiles », indique Charlie Chesbrough, économiste chez Cox Automotive.

A la demande des constructeurs, le gouvernement de M. Trump réexamine les normes de consommation de carburant et d'émissions qui avaient été adoptées par le gouvernement Obama, en vue d'un possible assouplissement.

Les investissements dans les infrastructures promis par le candidat Trump reviennent à l'ordre du jour, mais on ne connaît pas les moyens qui seront alloués au réseau routier, aux systèmes permettant aux véhicules et aux infrastructures de communiquer entre eux et à l'infrastructure de recharge pour les véhicules électriques.

Dans le domaine des véhicules autonomes, la Chambre des Représentants et une commission clé du Sénat ont adopté une législation régissant le développement de ces véhicules et leur déploiement sur les routes, mais plusieurs sénateurs retardent une législation finale.

Parallèlement, le ministère américain des Transports a publié en septembre 2017 de nouvelles directives fédérales sur la conduite autonome et il compte présenter cet été une troisième version de ces directives non contraignantes.

Fred Payneau - CCFA